

**Comité d’appui Afrique subsaharienne**

 **Compte-rendu de la réunion du 18 novembre 2022**

**Participant.e.s** :

* Nicolas ANOTO, Chargé de mission Presse et coordination éditoriale (UNSA Education)
* Auray AUN, Directeur Alliances et Réseaux (Solidarité Laïque)
* Ganza BUROKO, Directeur adjoint de l’antenne SL Afrique de l’Ouest (Solidarité Laïque)
* Thierry COILHAC, Chief Technology Officer à Aide et Action et fondateur de ED4Free (ED4Free)
* Michel DEBON, Vice-président de Solidarité Laïque chargé de l’International (SGEN – CFDT)
* Juliette GADOT, Chargée de mission Solidarité Internationale et ECSI (Ligue de l’Enseignement)
* Monique JARNOUX, (GREF)
* Pascal KOUAME, Directeur de l’Action de Coopération Internationale (Solidarité Laïque)
* Audrey LALANNE, Déléguée nationale (SE – UNSA)
* Christelle MIGNOT, Responsable Alphabétisation (Solidarité Laïque)

**Observateur.trice.s** :

* Anne-Marie HASTER, Présidente du CNSL et représentante de la MGEN
* Christian DOMINE, Vice-président du CNSL et Président de la JPA
* Christophe LAFOND, Secrétaire général du CNSL

**Ordre du jour prévu :**

* Rappel du programme « Compétences Pour Demain » (CPD) + niveau de progression ;
* Présentation besoins en termes d’accompagnement sur CPD AO phase II ;
* Format Appel à participation dans CPD AO phase II ;
* Présentation des projets « J’apprends si je comprends » et « Alphabétisation »
* Actualités des organisations membres sur la région AO ;
* Changements opérés dans l’antenne SL Afrique de l’Ouest à Ouagadougou et les autorisations d’exercer sur les territoires d’intervention dans la région AO ;
* Divers.

**Déroulé de la réunion :**

* Rappel des objectifs du comité d’appui géographique et notamment Afrique subsaharienne par Auray AUN et Anne-Marie HASTER :
	+ - Enrichir stratégiquement et techniquement les programmes/projets mise en place par SL et réciproquement ceux des organisations membres ;
		- Apporter des expertises et outils pour soutenir le développement des activités sur un territoire, sur une thématique ;
		- Relancer la dynamique de SL, mobiliser les organisations membres pour améliorer nos interventions
* Avant de faire le rappel des objectifs du programme « Compétences pour Demain », des principaux acquis de la phase 1 et des recommandations faites par le cabinet de consultants à la suite de l’évaluation de cette phase, Pascal KOUAME a souhaité partager son inquiétude quant aux conséquences sur le programme CPD en lien avec la décision du gouvernement français de stopper toute coopération internationale et financement avec le Mali.
	+ - ***Programme « Compétences pour Demain »*** :
* Principaux acquis de la phase 1 :
* Malgré leur mise en place tardive, les Labis sont aujourd’hui tous fonctionnels. Ils sont le lieu et le support de nombreuses activités pour les jeunes. De ce point de vue, l**’objectif de leur mise en place est atteint** et le niveau de fréquentation de ces espaces est élevé.
* Dans les 6 pays, **205 initiatives citoyennes ont été proposées** par des jeunes et leurs associations. **144 de ces propositions ont pu être réalisées** avec l’appui des équipes professionnelles des Labis.
* Au total, **5 092 jeunes, dont 38,5% de filles**, ont pu bénéficier dans les 6 pays des activités regroupées dans les domaines suivants : (i) le développement des compétences, (ii) le conseil – orientation, (iii) la mise en relation professionnelle.
* Pour l’accès à l’emploi ou l’auto-emploi, **609 projets d’entreprenariat ont été accompagnés**.
* **139** initiatives de manifestation de l’engagement citoyen mises en œuvre dans les Labis auxquelles **plus de 15 000 personnes ont participé**.
* Principales recommandations de l’évaluation externe de la phase 1 :
	+ - * Engager un travail de fond sur les acquis de la première phase et enrichir les stratégies d’intervention.
			* Renforcer les capacités des équipes en suivi-évaluation et suivi des changements.
			* Renforcer la place et le rôle des acteurs locaux dans le pilotage et la conduite des opérations.
			* Définir une stratégie complète de capitalisation à mettre en œuvre dans la seconde phase du projet.
			* Définir une stratégie pour garantir l’accès des plus vulnérables aux Labis (et particulièrement les filles)
			* Préciser la place et le rôle de l’entreprise dans le projet (stimuler une plus grande partie des entreprises locales y compris les artisans dans le programme aussi bien dans les activités que dans la gouvernance des Labis).
* Principaux besoins identifiés pour la phase 2 :
	+ - * Expertise liée à l’employabilité des jeunes ;
			* Expertise liée au développement de dispositifs de protection sociale, de défense des droits des travailleurs ;
			* Formation à la laïcité qui pourrait être contextualisée ;
			* Formation sur le métier de l’animation des jeunes ;
			* Tout appui en lien direct avec les activités du programme (cofinancement possible d’une ou des activités).
* Appel à Manifestation d’Intérêt :

Afin de permettre l’implication des membres de SL dans le programme, un appel à manifestation d’intérêt sera bientôt lancé auprès de ceux-ci. La réponse à cet appel peut porter soit, sur un accompagnement global du programme sur tout son périmètre ou dans un seul pays d’intérêt pour le répondant, ou plus spécifiquement sur une activité soit dans un ou plusieurs pays ou sur l’ensemble du programme. Ces appels seront lancés conformément aux besoins du programme clairement identifiés au niveau opérationnel. La période des premières remontées de besoins est prévue à partir de janvier 2023. Un format d’appel à manifestation d’intérêt sera bientôt partagé à l’intérieur du réseau Comité Afrique subsaharienne.

* + - ***Projet « J’apprends si je comprends »*** présentée par Christelle MIGNOT

Depuis le rapport de 1953 de l’Unesco sur « l’emploi des langues vernaculaires dans l’enseignement », les pays africains tentent de trouver des stratégies efficaces pour promouvoir les langues africaines et pour les utiliser comme support d’enseignement.

Une de ces stratégies consiste en la mise en place d’une didactique intégrée « langues africaines – français langue seconde ».

Les avantages d’une telle didactique ne sont plus à prouver. En effet, les bénéfices de l’introduction des premiers apprentissages en langue maternelle sont évidents, aussi bien sur le plan de la construction des savoirs et savoir-faire de l’élève que sur le plan identitaire.

Pourtant, comme énoncé́ dans le rapport « stratégie de formation des enseignants en enseignement bilingue additif pour les pays du Sahel » (2007) : « Près de deux siècles après Jean Dard, les pays africains cherchent toujours une stratégie efficace qui permettrait de passer d’un système hérité́ de la colonisation à un système intégrant les valeurs et les langues africaines. »

Pour comprendre ces « blocages », nous avons mené une soixantaine d’entretiens semi-directifs auprès d’acteurs éducatifs au Burkina Faso, en RDC, au Mali et au Sénégal. Les échanges visaient non seulement à dresser un état des lieux des reformes et projets bi- plurilingues dans ces quatre pays, mais aussi à comprendre pourquoi aucun d’entre eux n’avait déployé́ les projets bi-plurilingues à échelle nationale.

Parmi les nombreux blocages identifiés, deux ont particulièrement retenu notre attention :

* Le manque d’informations destinées aux communautés éducatives1 concernant les avantages de la prise à compte des langues premières des enfants dès le début de la scolarisation.
* Le manque ou l’absence de formations et d’outils méthodologiques « bi-plurilingues » destinés aux enseignants.

Aussi, en vue de lever ces blocages, nous avons conçu et nous sommes en train de finaliser un projet audiovisuel et numérique intitulé « J’apprends si je comprends ».

Ce projet s’articule autour de trois principales activités :

* Réaliser un film documentaire transnational (Burkina-Faso, RDC, Mali et Sénégal), accessible à tous, qui illustre pourquoi il est fondamental de donner aux enfants le droit d’apprendre dans une langue qu’ils comprennent.
* Filmer des extraits de classes où les enseignants mettent concrètement en œuvre des activités de transfert de la « langue première » vers le français, afin de créer un corpus audiovisuel de techniques de classe bi-plurilingues efficaces.
* Concevoir et diffuser largement (via les médias sociaux) une exploitation didactique de ces extraits afin de mettre à la disposition des enseignants des illustrations concrètes de la gestion des langues premières des apprenants dans les salles de classe.

Pour en savoir plus sur le projet :

* lien vers la bande-annonce du film : <https://www.youtube.com/watch?v=v39sqq1ChVA>
* lien vers un article où je présente brièvement le projet et le contexte : <https://eac.ac/articles/5201>
* ***Projet « Alphabétisation au Burkina Faso »*** présentée par Christelle MIGNOT :

Dans le cadre du programme Compétences pour Demain, Solidarité Laïque a mis en œuvre un projet d'alphabétisation au Burkina Faso, en Côte d’Ivoire et au Mali pour donner aux jeunes bénéficiaires des LABIS les savoirs de base nécessaires à leur émancipation.

Dans ces trois pays, les résultats du diagnostic ont été similaires : nous avons constaté des lacunes au niveau de la formation initiale des enseignants en charge des cours d’alphabétisation. Dans les universités en effet, les formations, essentiellement théoriques, sont en décalage avec les compétences didactiques qu’exigent les salles de classe.

Nous avons donc construit un dispositif visant à renforcer en compétences de jeunes étudiants dans le domaine de la didactique, en partenariat avec leurs universités respectives.

Ce renforcement de compétences porte sur les thématiques suivantes :

* Apprendre à analyser les besoins et le niveau des apprenants
* Construire et animer des formations dans la langue première (L1) des apprenants
* Opérer des transferts de la L1 des apprenants vers le français
* Construire et animer des formations en FLS (Français Langue Seconde)
* Construire des cours et des outils d’alphabétisation
* Auto-évaluer l’impact des formations sur le niveau des élèves

Il s’agit donc d’un processus long : chaque étudiant est engagé pendant deux ans environ dans ce dispositif de formation.

Par ailleurs, en complément des formations théoriques, les étudiants sont invités à mettre en pratique leurs acquis dans des salles de classe. Après chaque formation en effet, ils animent des cours d’alphabétisation auprès d’un public de jeunes adultes analphabètes, en étant accompagnés par un formateur expert.

Actuellement, 84 adultes bénéficient de ces formations en alphabétisation :

* 24 adultes (agriculteurs, agricultrices, maçons) à Koubri (Burkina Faso)
* 60 adultes (vendeuses sur les marchés) à Abidjan (Côte d’Ivoire)

Remarque : il est question que ces formations soient interrompues (motif d’une telle décision : pas de cohérence avec la phase 2 de CPD). Christelle alerte l’équipe sur les conséquences d’une telle décision : risque de retour des élèves à leur analphabétisme de départ.

* Echange d’informations sur les activités menées par les organisations membres participantes dans la région Afrique de l’Ouest :
* **Solidarité Laïque** : *Anne-Marie HASTER a relevé le besoin sur la laïcité et propose de contacter la délégation générale de l’ADOSEN, membre du CNSL qui a développé des outils de formation et de sensibilisation sur la laïcité auprès des jeunes.*
* **ED4Free** : présentation des projets à Madagascar, à savoir :
	+ - La mise en place d’une plateforme de formation en ligne dédiée au projet, en langue Malagasy,
		- Avec des contenus en Malagasy pour la formations des femmes mères célibataires, contenus collectés et/ou créés par l’équipe projet.
		- Dans une organisation en mode agile.
		- Sachant que dans 3 mois chacun des 3 RAN (responsable numérique) des Labis aura dans sa poche un mini serveur éducatif sur smartphone hébergeant cette plateforme et pas mal d’autres contenus (notamment Wikipédia, Wikibook et Wiktionnaire en Malagasy).
		- Lien vers la plateforme qui est encore en construction : <https://lms.edcloud.fr/sandratra/>   (actuellement chez OVH, sera migré chez un hébergeur de Mada)
		- Et pour illustrer ce qui est faisable, le lien vers une démo des mini-serveurs sur smartphones qui seront déployés la semaine prochaine avec une autre ONG, Accesmad : <http://educmad.edbox.fr/educmad/> Cette démo tourne sur une Raspberry PI, mais 15 smartphones seront déployés en pilote dans les lycées de Mada la semaine prochaine avec exactement la même configuration et les mêmes performances. Cout unitaire du smartphone : 0 €, un organisme public français en a offert 1000.

Présentation d’autres plateformes à Mada et autres pays d’Afrique subsaharienne :

* Ministère educ Mada : <http://eduscac.edbox.fr/moodle/>
* Action Education (login demo  / demo ) : <https://learning.action-education.org/>
* Labis Afrique de l’Ouest : <https://lms.edcloud.fr/labis/>

*Thierry et Christelle prévoient un temps d’échange pour promouvoir le film « J’apprends si je comprends » et l’utilisation possible de ces plateformes pour le projet d’alphabétisation au Burkina Faso et en Côte d’Ivoire. Ils se réunissent tous les lundis avec les collègues des LABIS pour construire des parcours de formation LABIS sur MOODLE. Thierry nous accompagne sur ce projet.*

* **GREF** : Du fait d’une autre réunion, Monique a très rapidement présenté son actualité dans les pays d’intervention du GREF.

*Sachant que le GREF développe des projets en lien avec l’employabilité et insertion professionnelle au Bénin et au Sénégal, Monique renouvelle sa demande d’un échange bilatéral avec Pascal pour des éventuelles synergies opérationnelles.*

* **UNSA Education** : *Nicolas ANOTO félicite les équipes pour le travail impressionnant mené dans les programmes mises en œuvre en Afrique subsaharienne, notamment dans les LABIS. L’UNSA est à la disposition de Solidarité Laïque pour appuyer la communication sur les réalisations du programme avec des éléments concrets (fiches d’actions, photos, vidéos). Question sur la pertinence d’une levée de fond spécifique. Sur « compétences pour demain », l’UNSA est intéressée par la manifestation d’intérêt pour participer encore davantage à la formation des LABIS, notamment sur le sujet laïcité ou sur l’égalité femmes-hommes. Certains de nos syndicats pourraient être mis à contribution : SNPDEN des chefs d’établissement sur les partenariats d’établissement, SEA de l’enseignement agricole sur la coopération internationale, SE des enseignants et SN2D des chefs de travaux sur les projets éducatifs de solidarité internationale lancés dans le cadre de certains diplômes (ex. STMG).*
* **UNSA SE** : *Audrey LALANNE trouve très intéressant le programme FISONG et indique que l’expertise en enseignement bilingue qu’on a en France pourrait aussi être sollicitée (ex. Basques, Alsaciens…). On pourra aussi donner un coup de main sur la diffusion du film qu’a évoqué Christelle.*
* **Ligue de l’Enseignement** : *Juliette GADOT a pris note des informations concernant les différents projets de la zone Afrique et les reportera à Aurélie GAUDIN.*

Comme indiqué en début de réunion, les réunions du comité Afrique subsaharienne devraient se maintenir dans un rythme trimestriel. La prochaine devrait se tenir en mars 2023.